

Le 3 avril 2020

Cabinet du Premier ministre

80, rue Wellington

Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

Le gouvernement du Canada agit pour lutter contre la COVID-19 et les effets sans précédent qu'elle entraîne sur la santé de la population et l'économie du pays. Dans ce contexte, nous souhaitons vous offrir notre aide et nos conseils afin que les mesures d'encouragement et de relance déployées contribuent à bâtir un pays dynamique et résilient. Nous représentons des organisations nationales et des associations sectorielles de premier plan qui se spécialisent dans des solutions propres et sobres en carbone, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie, la gestion de la demande, le stockage, le transport et les technologies propres.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la vulnérabilité des systèmes desquels dépendent les Canadiens, systèmes qui risquent d'être perturbés de manière similaire par les effets des changements climatiques si l'on n'agit pas de façon rapide et soutenue dans l'optique d'atténuer la pollution par le carbone et de renforcer notre résilience systémique. Les investissements publics sans précédent qui seront nécessaires pour rebâtir l'économie canadienne constituent une occasion unique, qui ne se présente qu'une fois par génération, de donner au Canada les moyens de s'imposer et de prospérer dans une économie mondiale propre.

À l'échelle du pays, les entreprises vivent de graves difficultés financières, et les pertes d'emploi n'ont jamais été aussi nombreuses, une situation ce qui nécessite une action immédiate. Nous savons par ailleurs qu'il faudra prévoir de nouveaux investissements et programmes et intensifier les efforts actuels à ce chapitre pour stimuler l'économie et l'aider à se remettre de la récession causée par la COVID-19. Le but étant à la fois d'agir rapidement et stratégiquement pour remettre le pays et la population au travail à court terme, et d'intensifier nos efforts en vue de créer une économie diversifiée et sobre en carbone, nous en sommes arrivés à trois grandes recommandations pour assurer une relance toute en résilience, recommandations que voici :

1. Promouvoir le maintien et la bonification des politiques climatiques

Lors du premier mandat de votre gouvernement, vous avez créé et mis en place nombre de politiques, de programmes et de règlements climatiques qui envoient un message important au marché. L'étude qu'a commandée Clean Energy Canada à Navius Research révèle que ces outils, combinés aux politiques provinciales, seront un puissant moteur pour la création d'emplois et la croissance économique, mais aussi pour la réduction de la pollution par le carbone. Elle démontre que d'ici 2030, 559 400 Canadiens travailleront dans le secteur de l'énergie propre, par exemple dans les domaines de l'isolation des bâtiments résidentiels, de la fabrication de véhicules électriques et d'infrastructures de recharge, ou de la mise en place et du maintien de projets d'électricité renouvelable, un chiffre que l'on doit entre autres à une croissance du secteur quatre fois supérieure à la moyenne du pays de 2020 à 2030. De même, l'étude indique que la contribution au PIB de ce secteur augmentera de 3,4 % par année jusqu'en 2030,

comparativement à la moyenne nationale de 1,5 %. Voilà qui démontre qu'il est essentiel de maintenir ces mesures – et de prévoir de nouveaux investissements, règlements et politiques, au besoin – pour stimuler et relancer l'économie. Ajoutons à cela l'avantage de dépasser les cibles de l'Accord de Paris pour 2030 et, moyennant des efforts supplémentaires, de réduire complètement les émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2050.

2. Investir dans des mesures de relance suffisantes, soutenues et durables

Partout dans le monde, les gouvernements sont engagés dans une course pour mettre en place des mesures de relance économique et de soutien des populations, des entreprises et des économies. S'il faut assurément voir à instaurer de toute urgence ces mesures, il faut aussi veiller à ce que ces investissements sans précédent ouvrent la voie à une économie plus durable et sans émissions, plutôt que de nous laisser tributaires de ressources à haute teneur en carbone ou à risque. Les périodes marquées par un taux de chômage élevé et de faibles taux d'intérêt sont particulièrement propices aux investissements et aux projets sobres en carbone, notamment ceux qu'il nous faut pour accélérer la transition vers les énergies propres.

Ainsi, toute mesure de relance économique doit s'accompagner de conditions visant une création d'emplois immédiate, une productivité économique à moyen et long terme, des retombées pour la population et une croissance propre. Nous recommandons donc vivement que les mesures de soutien au secteur des combustibles fossiles et aux filières connexes (véhicules à essence, génératrices au diesel, fournaies au mazout, etc.), qui font face à des défis structurels à long terme, soient assorties de conditions strictes faisant des travailleurs, de la décarbonation et de la diversification les priorités, et n'entravant pas la transition vers une économie propre. Les investissements dans la diversification économique doivent viser particulièrement les régions où le besoin est le plus criant et où les mises à pied sont les plus nombreuses. Ces régions auront besoin d'investissements dans les technologies et les secteurs émergents pour diversifier et renforcer leur économie.

3. Agir rapidement au profit des solutions d'énergie propre grâce aux initiatives et programmes existants

Nous savons que rapidité et simplicité sont les mots d'ordre pour tout programme de relance économique. Par conséquent, même si de nouvelles initiatives et de nouveaux programmes pourraient voir le jour et être approuvés au cours des prochains mois, il est possible d'accomplir des progrès substantiels à court terme au moyen des cadres déjà en place. Ces derniers peuvent servir à intensifier les investissements dans l'efficacité énergétique, la production, le stockage et la transmission d'énergie renouvelable, la production de combustibles propres, la fabrication de véhicules électriques et le déploiement de l'infrastructure de recharge nécessaire, et les mesures visant à rendre le gouvernement encore plus écologiquement responsable. Sans nécessairement réinventer la roue, le gouvernement fédéral peut, en collaborant au besoin avec les provinces et les municipalités, obtenir et injecter des fonds rapidement et efficacement dans l'économie, tout en contribuant puissamment à la réduction de la pollution par le carbone et à la création d'emplois.

Il convient de souligner que le travail de planification en vue de la relance peut commencer dès maintenant. Nous encourageons le gouvernement à envoyer un message clair, à savoir que cette

reprise se fera sous le signe d'une économie propre, en appuyant des initiatives (formation en ligne, études sectorielles et analyses de projet, lancement de concours et demandes de propositions) qui aideront le secteur des technologies propres à contribuer à l'effort dans un contexte où les mesures de distanciation physique sont toujours en place.

Dans les prochains jours, nous publierons nos recommandations concernant les occasions immédiates de préparation à la relance, soit des projets prêts à démarrer pouvant stimuler l'économie à court terme, et les autres mesures et initiatives qui assureront une reprise durable et viable toute en résilience. Sachez que nous mettons notre expertise à votre disposition, et qu'il nous tarde de collaborer avec le Cabinet et votre bureau pour aider les Canadiens à retrouver des emplois stables, dans une économie diversifiée, innovante et propre.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos sincères salutations.

Merran Smith, directrice administrative, Clean Energy Canada, Université Simon-Fraser

Anne-Raphaëlle Audouin, présidente, Hydroélectricité Canada

Robert Hornung, président, Association canadienne de l'énergie éolienne

Wesley Johnston, président et chef de la direction, Association des industries solaires du Canada

Daniel Breton, président et directeur général, Mobilité électrique Canada

Corey Diamond, directeur général, Efficacité énergétique Canada

Ian Thomson, président, Biocarburants avancés Canada

Julia Langer, directrice générale, The Atmospheric Fund

Jacob Malthouse, directeur général, Canada Cleantech Alliance

Jeanette Jackson, chef de la direction, Foresight

Denis Leclerc, président et chef de la direction, Écotech Québec

Maike Althaus, directeur administratif, Ontario Clean Technology Industry Association

Copie conforme :

L'honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Affaires
intergouvernementales

L'honorable Navdeep Bains, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie

L'honorable Bill Morneau, ministre des Finances

L'honorable Jean-Yves Duclos, président du Conseil du Trésor

L'honorable Marc Garneau, ministre des Transports

L'honorable Catherine McKenna, ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

L'honorable Carla Qualtrough, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées

L'honorable Seamus O'Regan, ministre des Ressources naturelles

L'honorable Mary F. Y. Ng, ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international

L'honorable Filomena Tassi, ministre du Travail

L'honorable Jonathan Wilkinson, ministre de l'Environnement et du Changement climatique

L'honorable Anita Anand, ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

L'honorable Mona Fortier, ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances